

Séminaire

"L'EUROPE SOCIALE ET LA CRISE"

Mercredi 21 novembre 2012

Première table ronde : "Quelles sont les
conséquences et issues à la crise ?"

*Henri Malosse, président du Comité Economique et Social
Européen (CESE)*

M. MALOSSE.- Merci. Bonjour. Je vais essayer de tenir les 20 minutes ...pour ne pas parler moins ! Puisque je crois qu'en plus, vous sortez toutes et tous de table. C'est donc une heure critique surtout si on parle trop longtemps. C'est aussi vrai pour vous que pour moi.

Je suis un grand ami d'**Emmanuel Jahan** que vous avez entendu, ce matin. Volontairement, je ne suis pas venu ce matin pour le laisser intervenir ! D'abord, parce que cela le fait travailler mais il aime bien cela ! Vous avez eu ainsi la chance de l'écouter avec d'autres experts, d'avoir des gens qui connaissent bien votre secteur, votre groupe.

Quelques mots pour me présenter. J'aime bien pour cela donner trois qualifications pour me présenter sans hiérarchie. Je suis Corse, Français et Européen.

Je suis Corse, j'en suis très fier non pas par rapport aux assassinats qui ont encore eu lieu hier, mais parce que nous avons un compatriote qui a eu le prix Goncourt de littérature et que, ce qui prouve qu'il ne faut jamais se fier aux apparences, la première femme élue présidente d'Interpol est corse. Qui l'eût cru : une Corse à Interpol ! Il y a peut-être d'ailleurs un lien ! Je suis très fier de ces racines.

Je suis Français par mon éducation. J'ai habité dans différentes villes plutôt dans le Sud. Ma passion pour l'Europe, parce que c'est une passion, pas une profession, s'est nourrie de différentes époques, différentes périodes de ma vie - d'abord dans ma jeunesse de la relation franco-allemande. La réconciliation franco-allemande est un élément qui m'a beaucoup marqué. Après, je suis allé un peu plus loin. Je me suis déplacé en Europe de l'Est, c'est l'Europe élargie. Je suis un des très grands partisans en France -il n'y en a pas beaucoup – de l'élargissement et de la grande Europe. Cela m'a conduit professionnellement à vouloir m'engager pour l'Europe et ce, aussi dans mon activité professionnelle.

Je l'ai fait au travers d'une institution que sont les chambres de commerce et d'industrie que j'ai représentées pendant longtemps à Bruxelles, collègue d'Emmanuel, représentant d'Air France, que je continue à servir, à collaborer pour soutenir les intérêts économiques français.

Mais ma troisième qualification, c'est d'être européen parce que pour moi corse, français, européen, cela va très bien ensemble. Si on n'était que corses et français, on se sentirait, nous Corses, on se sent d'ailleurs un peu à l'étroit, un peu trop dirigés. La dimension européenne nous donne plus d'air mais elle doit aussi et surtout donner plus d'air à l'économie de nos pays.

Parallèlement, j'ai quelques activités d'enseignement. J'ai écrit quelques livres qu'Emmanuel gentiment rappelait tout à l'heure, sur l'histoire de la construction européenne dans lequel je raconte une belle histoire : la belle histoire de la construction européenne qui est insuffisamment connue. Si je vous en parle, c'est parce qu'au début de cette belle histoire, il y avait des femmes et des hommes, comme vous et moi, qui étaient des acteurs de la vraie vie. Ils n'étaient pas fonctionnaires.

Il n'y avait pas de fonctionnaires européens, parce que l'Union Européenne n'existait pas. C'était peut-être mieux. Je m'excuse s'il y a des fonctionnaires européens parmi vous mais l'Europe avançait mieux. Elle était surtout construite sur des réalités, parce que c'étaient des chefs d'entreprise, des salariés, des responsables syndicaux, des agriculteurs, aussi des universitaires. C'étaient tous des gens qui appartenaient au terrain et qui après la Seconde Guerre mondiale se sont dit "*on en a assez de ces conflits créés par les politiciens*" car ce sont bien eux qui étaient à l'origine des différentes guerres mondiales qui se sont succédées en Europe.

"Revenons à l'essentiel. Nous avons un territoire qui n'est pas si grand. Nos peuples ont la même histoire. Donc, si nous avons un territoire exigü, la même histoire, nous devrions bâtir un destin commun."

C'est comme cela que la construction européenne s'est faite. C'est ainsi qu'elle a progressé, pour être un peu succinct, jusqu'à l'époque de Jacques Delors. A partir de Jacques Delors et après lui, il y a eu une dérive, à mon avis.

Quand on a créé les premières communautés européennes, l'idée était de mettre nos forces ensemble, à commencer par le charbon et l'acier. On a continué après par l'agriculture. On a voulu faire aussi en même temps l'industrie et l'ouverture du marché. Quand les Britanniques nous ont poussés à mettre en place le marché unique, fort opportunément, plusieurs pays, aussi bien l'Allemagne que la France, notamment Jacques Delors, ont dit : *"le marché, c'est bien mais il faut en même temps, la solidarité"*. Cela s'est traduit par la politique de cohésion, la politique de développement des régions et territoires les moins développés.

À l'époque, on parlait assez peu de concurrence pure et parfaite. C'était dans les traités mais ce n'était pas considéré comme un élément essentiel. Pour faire court, malheureusement dans les années 80, 90 et surtout 90/2000, le marché unique est devenu la finalité ; le marché européen mais aussi le marché mondial. On a oublié les fondamentaux de la construction européenne, c'est-à-dire mettre en commun nos ressources. C'est ainsi que, suivant ce principe, les Etats européens ont fait l'Airbus, EADS, ont créé Ariane Espace. Depuis 10-20 ans, il n'y a plus grand-chose d'européen qui apparaît. Il y a eu la monnaie unique mais c'est un instrument. Il n'y a plus grand-chose qui se fait, parce que le marché est devenu la dimension essentielle.

Dans les trois premières décennies de la construction européenne, il y a eu un mouvement extrêmement étroit entre les acteurs économiques et sociaux et les dirigeants européens. La politique agricole commune s'est faite aussi bien par le syndicalisme agricole que par les institutions. Au début du marché unique, c'était largement l'inspiration de grands capitaines de l'industrie, dont d'ailleurs le président de l'époque d'Air France et d'autres grandes entreprises. La politique des consommateurs s'est faite par l'action des associations de consommateurs.

Une chose que vous savez peut-être -je m'excuse, si je me répète- mais la politique d'égalité entre femmes et hommes est une chose essentielle qui s'est développée notamment en France grâce à l'Europe. Elle a été faite faite par les acteurs économiques et sociaux et par les syndicats de la compagnie Sabena, puisque ce sont les hôtesses de l'air de la compagnie Sabena qui ont fait, dans les années 80, une grève pour l'égalité de traitement entre femmes et hommes. Suite à cette grève, la Cour de justice européenne, sur plainte de ces syndicats, a établi dans le célèbre arrêt Defrenne que s'appliquerait l'article 119 du traité de Rome, établissant l'égalité salariale entre hommes et femmes, et a imposé à Sabena d'appliquer les mêmes salaires pour le même travail.

Il m'est venu à l'esprit de vous raconter cette anecdote, parce que cela concerne le transport aérien mais c'est en se basant sur le traité que les acteurs sociaux, en l'occurrence les syndicats, ont fait progresser la cause des femmes et la cause de l'intégration européenne. Nous avons eu une très bonne symbiose entre les acteurs économiques, les acteurs sociaux et l'Union Européenne, chacun se servant de l'un et de l'autre pour avancer.

C'est vrai que depuis 10 ou 15 ans ou un peu plus, cela piétine et notamment parce qu'il n'y a plus vraiment de vision, plus d'objectif et que les acteurs économiques et sociaux sont mis à l'écart au profit des lobbyistes dont on connaît souvent mal les intérêts défendus aujourd'hui. Eux-mêmes ne se mobilisent plus, résignés, se disant : *"la construction européenne, c'est compliqué, donc on ne participe plus. Tout ce qui vient de Bruxelles est décidé on ne sait pas trop par qui, on ne sait pas comment. Donc, on ne participe plus"*.

Avec l'aide personnelle d'Emmanuel et de bien d'autres, je prends dans quelques mois mes fonctions de Président du Comité économique social européen. C'est une institution consultative de l'Union

européenne mais qui a certains pouvoirs et notamment, celui de dire la vérité. Le pouvoir de la liberté d'expression est un pouvoir, je crois, essentiel. Ce Comité a aussi la capacité de mettre de nouveaux sujets sur la table.

Mon ambition, c'est de reformuler les priorités européennes en s'appuyant sur ce que les acteurs économiques et sociaux, la société civile souhaiteraient, c'est-à-dire repartir des fondamentaux que sont les vrais besoins des gens et de la vraie dimension européenne, c'est-à-dire bâtir des solidarités et des perspectives.

Pour moi, le simple marché, la simple concurrence libre et parfaite, ce n'est pas un objectif pour l'Europe. C'est une vision peut-être globale mais où sont les intérêts européens là-dedans ?

Ce qui m'importe, c'est l'intérêt de l'Europe, l'intérêt bien sûr des Européens et de bâtir une identité européenne à partir de symboles forts autour desquels on pourrait se rassembler. Je considère, puisque nous sommes ici à Air France, qu'Airbus et EADS sont un exemple excellent, parce que si les Européens ne s'étaient pas mis ensemble -ce ne sont pas les institutions ce sont certains Etats dont la France mais aussi les Pays-Bas, le Royaume-Uni, l'Allemagne- Air France n'aurait que des Boeing aujourd'hui. Si on avait continué dans une stratégie purement nationale, on l'a vu avec le Concorde, cela n'aurait rien donné. Il existe de nombreux autres exemples.

Nous avons énormément de chantiers si nous voulons vraiment faire jouer la solidarité européenne, si nous voulons vraiment que l'Europe représente quelque chose, apporte quelque chose, soit source de la croissance. Il faut retravailler avec les acteurs économiques et sociaux sur des projets concrets.

J'étais à Athènes avant-hier, parce que vous savez que nous essayons de marquer notre solidarité et de réaliser des choses avec nos amis grecs. Hier, nous avons dans nos locaux du Comité économique et social européen, une audition très intéressante sur l'industrie de la Défense, qui bien sûr est différente de votre activité mais dans la Défense, il y a aussi une part d'aéronautique. Dans le domaine de la Défense, dans lequel pour des raisons idéologiques, jusqu'à présent, les Etats européens ont voulu préserver leur "souveraineté nationale", c'est-à-dire avec très peu de coopération européenne ou des coopérations européennes avortées comme dans certains projets aéronautiques, le résultat est la situation catastrophique de l'industrie de la Défense aujourd'hui en Europe. Et je dirais même désastreuse. On l'a vu lors de la dernière campagne de Libye. Au bout de 2 ou 3 mois, même les deux pays les plus performants en Europe en matière de défense, le Royaume-Uni et la France, n'avaient pas les capacités vraiment d'avoir des équipements et des systèmes militaires performants, parce que trop petits, parce qu'à l'échelle mondiale, ne représentant rien.

Aujourd'hui, l'industrie de la Défense s'interroge sur son avenir dans différents pays, se pose aussi la question de savoir si isolés, chacun pris séparément dans son pays, ils peuvent représenter quelque chose. Juste deux chiffres parce que je les ai en tête, tels qu'ils ont été exprimés, hier. Aujourd'hui, le budget de Défense des 27 pays de l'Union Européenne représente 50 % du budget américain. C'est en gros 400 milliards pour les Etats-Unis, 200 milliards pour les pays de l'Union Européenne. On pourrait dire que nous avons 50 % des capacités américaines mais nous n'avons pas 50 %, nous n'avons que 10 %.

Pourquoi ? Parce que ces 200 milliards d'euros de budget de Défense ne peuvent être additionnés, parce que chacun fait ses petits programmes dans son coin, notamment en matière de R&D¹. Si on continue ainsi, on ne représentera bientôt plus rien du tout ; ce qui est aussi lié à notre "souveraineté nationale". Cela veut dire que si l'on préserve une souveraineté nationale dans un sens étroit, elle

¹ R&D : Research and Development

finit par ne plus rien représenter du tout, alors que -et je reviens sur le début de mon intervention corse, français et européen– je considère que grâce à l'Europe et à la France, la Corse est quelque chose dans le monde. Grâce à l'Europe, la France est quelque chose dans le monde et sans l'Europe, la France n'est plus grand-chose, est de plus en plus petite et ne parlons pas de la Corse.

Voilà quelques idées. Je pense que c'est seulement ensemble que nous pourrons sortir de la crise. Pourquoi l'Europe est-elle si fragile, a-t-elle été si fragilisée depuis 2008 face à la crise financière ? C'est en fait, un paradoxe, puisque venue des Etats-Unis, cette crise a parcouru le monde et elle s'est fixée en Europe. Pourquoi ici et pas ailleurs ? La réponse, c'est qu'elle s'est fixée sur le continent le plus fragile, où le rêve européen est resté inachevé, que nous avons les instruments de la libre concurrence mais que nous n'avons pas réalisé les politiques communes, la mise en commun de nos ressources, la solidarité -on le voit aujourd'hui avec la Grèce– qu'il aurait fallu. Ma toute modeste ambition mais je ne pourrais y arriver que si vous m'aidez, c'est d'essayer avec vous de redresser la barre.

Merci de votre attention.